Les travailleurs étrangers et immigrés dans les mines du Nord Pas-de-Calais aux XIXè et XXè siècles

L'histoire du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais est indissociable de celle des travailleurs immigrés qui, pendant plus d'un siècle, ont façonné l'exploitation charbonnière française. Dans un contexte d'industrialisation et de reconstruction, des milliers d'hommes venus de partout en Europe sont descendus chaque jour dans les profondeurs des mines pour extraire le « charbon roi », moteur de l'économie nationale. Comme le souligne un rapport du Centre Historique Minier de Lewarde : "L'épopée charbonnière doit beaucoup aux immigrés, le bassin minier ayant été le théâtre d'un gigantesque brassage humain avec 30 nationalités recensées." Cette citation met en lumière le rôle essentiel des travailleurs étrangers dans la production charbonnière et leur contribution à la transformation économique et sociale du territoire. Dès lors, il convient d'analyser qui étaient les travailleurs étrangers et immigrés dans les mines du Nord Pas-de-Calais aux XIXè et XXè siècles.

L'exploitation du charbon dans le Nord-Pas-de-Calais a constitué un moteur essentiel de l'industrialisation française aux XIX^{e} et XX^{e} siècles. La découverte et l'exploitation de ce gisement, l'un des plus vastes d'Europe après celui de la Ruhr, ont attiré une forte main-d'œuvre, d'abord locale, puis de plus en plus issue de l'immigration. Au fil des décennies, la pénibilité du travail minier, les besoins croissants de production et les crises successives ont conduit à un recours massif aux travailleurs étrangers, modifiant profondément la société du bassin minier.

Dès le XIX^{e} siècle, les Belges et Allemands participent à l'essor de l'extraction houillère, mais c'est surtout après la Première Guerre mondiale que la main-d'œuvre étrangère devient incontournable, avec l'arrivée de Polonais, Italiens et Tchécoslovaques. Ils sont recrutés dans un contexte de reconstruction du bassin minier et s'installent progressivement dans les cités minières. Malgré une intégration parfois difficile et des tensions exacerbées par les crises économiques, ces travailleurs ont largement contribué à l'essor de l'industrie minière, avant d'en accompagner le déclin à partir des années 1960.

Dès lors, comment l'immigration a-t-elle illustré et transformé l'exploitation minière dans le Nord-Pas-de-Calais entre 1848 et 1986 ? Quels ont été ses enjeux économiques, sociaux et culturels ?

I. L'essor du bassin minier et l'arrivée des premiers travailleurs étrangers (1848-1914)

A) Un développement lié à la révolution industrielle qui entraîne la nécessité d'une main-d'œuvre abondante

La révolution industrielle transforme radicalement l'économie française dès le milieu du XIX^{e} siècle. Le charbon devient une ressource stratégique, indispensable à l'alimentation des machines à vapeur et au fonctionnement des industries émergentes telles que la sidérurgie et le textile. Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais connaît alors un essor considérable. En effet, il est porté par la multiplication de sites d'extraction ainsi que par la structuration de grandes compagnies minières. L'exemple le plus marquant est sans doute la Compagnie des mines d'Anzin, fondée en 1757, et qui joue un rôle pionnier en devenant l'une des premières entreprises cotées en bourse à Lille dans les années 1850.

Cet essor s'accompagne d'une augmentation rapide de la demande en houille, qui atteint 5 à 6 francs la tonne en 1853, ce qui incite les exploitants à intensifier la production.

Face à la pénurie de main-d'œuvre locale, les exploitants doivent donc recruter au-delà des frontières. Les besoins sont d'autant plus pressants que l'exploitation minière devient de plus en plus exigeante

techniquement. Cette industrialisation croissante du secteur minier impose donc de faire appel à des ouvriers plus qualifiés, capables de travailler dans des conditions difficiles tout en maîtrisant l'utilisation des équipements modernes.

B) Les premiers travailleurs étrangers, les Belges et les Allemands

Dans un premier temps, les exploitants recrutent principalement des ouvriers locaux, mais ces derniers sont rapidement en nombre insuffisant. Dès les années 1850-1870, la proximité avec la Belgique et l'Allemagne favorise l'arrivée de travailleurs frontaliers, attirés par des salaires plus élevés que chez eux et des perspectives de travail plus stables.
Les Belges, déjà habitués au travail de la mine dans leur pays, forment rapidement une main-d'œuvre qualifiée, très appréciée des employeurs français. En raison de la crise sociale en Belgique à la fin du XIX^{e} siècle, de nombreux ouvriers franchissent la frontière pour travailler temporairement dans le Nord-Pas-de-Calais, avant de rentrer chez eux après quelques semaines, ce sont majoritairement des travailleurs saisonniers. Dans certaines zones frontalières, ils représentent jusqu'à 50 % des effectifs miniers.
Les Allemands, bien que moins nombreux que les Belges, apportent également leur expertise, notamment dans les techniques d'extraction et l'encadrement des équipes. Leur présence reste cependant limitée par rapport aux autres nationalités, notamment en raison des tensions géopolitiques croissantes entre la France et l'Empire allemand à la fin du XIX^{e} siècle.
Ces ouvriers frontaliers conservent un lien avec leur pays d'origine, ce qui évite une installation définitive en France. De plus, leur présence est perçue comme complémentaire et non comme une menace pour la population locale, car ils comblent un déficit de main-d'œuvre sans concurrencer directement les Français.

C) Conditions de travail et premières avancées sociales

Malgré leur contribution essentielle à l'essor du bassin minier, les mineurs, qu'ils soient Français ou étrangers, doivent faire face à des conditions de travail extrêmement rudes. Descendant parfois à plus de 500 mètres sous terre, ils sont exposés à une chaleur intense, une humidité oppressante et des poussières de charbon qui causent de graves maladies respiratoires, comme la silicose.
Les accidents sont fréquents et souvent meurtriers. L'exemple le plus marquant reste la catastrophe de Courrières en 1906, où 1 099 mineurs périssent dans un coup de grisou (Gaz inflammable qui se dégage des mines de houille et explose au contact de l'air) faisant de cette tragédie la pire catastrophe minière d'Europe occidentale.
/!\ La gestion de la crise par les exploitants provoque un scandale national, ceux-ci ayant privilégié la sauvegarde des installations minières plutôt que le secours aux ouvriers piégés.
Face à ces conditions de travail insoutenables, les revendications sociales se développent progressivement, aboutissant à plusieurs avancées législatives :

- Le 24 mars 1884 : La loi Waldeck-Rousseau autorise la création des syndicats ouvriers, permettant aux mineurs de s'organiser pour défendre leurs droits.
- 1893 : Une loi impose des normes d'hygiène et de sécurité dans les établissements industriels, y compris les mines.
- 1898 : La loi sur la responsabilité en cas d'accident du travail est adoptée, obligeant les employeurs à indemniser les ouvriers victimes d'accidents.

Ces réformes marquent une première reconnaissance des droits des mineurs, même si elles restent encore largement insuffisantes pour améliorer réellement leurs conditions de vie.

II. Une immigration massive et des crises successives (1914-1945)

A) La Première Guerre mondiale et la reconstruction du bassin minier

La Première Guerre mondiale (1914-1918) marque un tournant majeur pour l'industrie minière du Nord-Pas-de-Calais. Situé en zone de combats, le bassin minier est l'objet d'âpres batailles et subit des destructions massives. Les Allemands dynamitent 18 des 19 puits de mines avant leur retrait, paralysant totalement la production charbonnière. Cette catastrophe industrielle met la France dans une situation critique, le charbon étant une ressource essentielle pour la remise en route de l'économie nationale.

Dès la fin du conflit, l'urgence est à la reconstruction. Les compagnies minières, soutenues par l'État, doivent relancer l'extraction le plus rapidement possible. Toutefois, la guerre a également décimé la main-d'œuvre locale : de nombreux mineurs ont été mobilisés et beaucoup ne reviendront pas. Face à cette pénurie de travailleurs, la France se tourne vers l'immigration pour combler le manque.

Entre 1919 et 1920, la France signe plusieurs accords avec des pays européens pour faciliter l'arrivée de travailleurs étrangers dans les mines :

- 3 septembre 1919 : Accord avec la Pologne.
- 30 septembre 1919 : Accord avec l'Italie.
- 20 mars 1920 : Accord avec la Tchécoslovaquie.

Ces conventions prévoient l'arrivée de travailleurs sous contrat, encadrés par les compagnies minières et le Comité central des houillères de France. Très rapidement, des dizaines de milliers d'immigrés polonais, italiens et tchèquesaffluent dans le bassin minier pour participer à sa reconstruction.

Toutefois, cette arrivée massive d'étrangers ne se fait pas sans tensions. D'un côté, ces travailleurs sont essentiels à la relance de l'extraction charbonnière et au redémarrage économique du pays. De l'autre, leur présence suscite des inquiétudes et des rivalités, notamment avec la population locale, qui craint une concurrence pour l'emploi et une modification de l'identité culturelle de la région.

B) L'apogée et la crise des années 1930

Dans les années 1920, le bassin minier connaît une forte croissance, portée par la reconstruction et le développement industriel. La production atteint un niveau record, et les compagnies minières emploient des milliers de travailleurs immigrés. Parmi eux, les Polonais deviennent la première communauté étrangère, représentant près de 50 % des effectifs étrangers dans les mines du Nord-Pas-de-Calais.

Les Polonais, à l'instar des Italiens et des Tchécoslovaques, s'installent dans des cités minières spécialement construites par les compagnies. Ces quartiers ouvriers deviennent de véritables enclaves culturelles, où les immigrés reproduisent leur mode de vie, créent des écoles en langue polonaise et fondent des églises. Des journaux polonais sont également diffusés, et des associations permettent de préserver les traditions.

Toutefois, malgré cette intégration progressive, les tensions sociales restent fortes. Beaucoup d'ouvriers français perçoivent ces travailleurs étrangers comme une main-d'œuvre concurrentielle, susceptible de tirer les salaires vers le bas. Cette situation devient critique avec la crise économique de 1929, qui entraîne un ralentissement brutal de la production charbonnière et des licenciements massifs.

Les compagnies minières, confrontées à une baisse de la demande, commencent à se séparer des travailleurs étrangers, les considérant comme une variable d'ajustement face à la crise. Très rapidement, les Polonais deviennent la cible d'une politique de renvoi car ils sont accusés de voler le travail des Français. Ainsi on met en place des mesures de réduction des effectifs étrangers et des milliers de Polonais sont expulsés vers leur pays d'origine, malgré leur enracinement dans la région.
Cette période marque donc un coup d'arrêt brutal à l'essor de l'immigration minière et révèle les limites de l'intégration des travailleurs étrangers, qui restent souvent perçus comme une main-d'œuvre temporaire et non comme des citoyens à part entière.

C) La Seconde Guerre mondiale et la "bataille du charbon"

En 1939, la Seconde Guerre mondiale éclate et plonge à nouveau le bassin minier dans une période de graves turbulences. La région tombe sous l'occupation allemande en 1940, et l'extraction du charbon devient un enjeu stratégique pour les forces nazies, qui cherchent à maintenir une production élevée pour alimenter leur machine de guerre.
Le régime de Vichy collabore avec l'occupant et contraint les mineurs à travailler dans des conditions particulièrement dures. Le rationnement, la surveillance accrue et la répression des mouvements de résistance rendent la vie dans les mines encore plus difficile. Certains ouvriers refusent de travailler pour les Allemands et entrent en résistance clandestine, tandis que d'autres sont envoyés en Allemagne dans le cadre du Service du travail obligatoire (STO).
À la Libération, la situation économique de la France est désastreuse : les infrastructures sont endommagées, les transports paralysés et la production minière en berne. Le gouvernement provisoire de Charles de Gaulle comprend que la reconstruction du pays passe par une relance rapide de l'extraction du charbon, indispensable pour alimenter l'industrie et le chauffage. C'est ainsi qu'est lancée la "Bataille du charbon" en 1944, une campagne nationale visant à mobiliser massivement la main-d'œuvre pour extraire le maximum de houille en un temps record.
Les mineurs sont érigés en héros nationaux, et des mesures exceptionnelles sont prises pour augmenter la production (Augmentation des salaires pour motiver les ouvriers, campagnes de recrutement massives, y compris parmi les immigrés, pressions sur les travailleurs pour qu'ils acceptent des cadences de travail plus intenses).
Dans ce contexte, les travailleurs polonais et maghrébins jouent un rôle clé dans la relance de l'extraction charbonnière. De nombreux immigrés nord-africains sont recrutés pour remplacer les mineurs mobilisés ou décimés par la guerre. Leur arrivée marque une nouvelle phase de l'immigration minière, qui se poursuivra dans l'après-guerre avec la reconstruction et la modernisation du pays.

III. Intégration des travailleurs immigrés et déclin du bassin minier (1945-1986)

A) L'après-guerre : une immigration toujours structurée entre patronat et État

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les compagnies minières poursuivent le recrutement de travailleurs immigrés afin d'assurer la relance de la production charbonnière. Le secteur minier, essentiel à la reconstruction du pays, repose encore largement sur cette main-d'œuvre étrangère, perçue comme indispensable mais aussi plus malléable.
Les compagnies conservent le contrôle de l'hébergement des ouvriers, de leur formation et de leur encadrement strict dans les cités minières. Loin d'une intégration véritable, il s'agit plutôt d'une politique d'assimilation encadrée par les employeurs, qui cherchent à garantir une main-d'œuvre disciplinée et peu revendicative.

En 1946, le gouvernement procède à la nationalisation des mines, mettant fin au monopole des entreprises privées. La création des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais modifie l'organisation du travail et confère à l'État un rôle central dans la gestion des mines et du recrutement.
Ce changement affecte directement le contrôle des flux migratoires : dorénavant, c'est l'État qui encadre l'arrivée et l'installation des travailleurs étrangers, avec une approche davantage institutionnalisée.
Le secteur minier continue tout de même de recruter massivement des travailleurs étrangers dans les années 1950. Alors que les Polonais et Italiens avaient constitué l'essentiel des effectifs avant-guerre, une nouvelle vague d'immigration en provenance du Maghreb prend progressivement le relais.
Pour structurer cette arrivée, des accords migratoires sont conclus entre la France et ses anciennes colonies (Algérie en 1962, Maroc et Tunisie) afin d'organiser le recrutement de mineurs. Ces nouveaux travailleurs s'insèrent dans les cités minières mais rencontrent des défis spécifiques liés à la perception croissante de leur altérité culturelle et religieuse.

B) Une intégration progressive mais freinée par la montée du nationalisme et la crise économique

Malgré des conditions de travail souvent difficiles, la vie collective et les solidarités ouvrières facilitent l'intégration des travailleurs immigrés dans le monde minier. L'éducation des enfants dans les écoles françaises et l'accès progressif à des opportunités professionnelles en dehors de la mine renforcent ce processus pour certaines familles immigrées.
Toutefois, le climat politique évolue avec la fin de la guerre d'Algérie en 1962 et la décolonisation. Une méfiance accrue se développe envers les travailleurs maghrébins, souvent perçus comme des étrangers permanents plutôt que comme de futurs citoyens intégrés.
Avec la montée du chômage dans les années 1970, les discours nationalistes et xénophobes se multiplient. Certains les accusent de « voler » le travail des Français, et ils deviennent les boucs émissaires d'une crise économique qui dépasse largement la question migratoire.
À partir des années 1970, la production charbonnière décline sous l'effet de la crise énergétique et de la reconversion industrielle. De nombreux puits ferment, entraînant une explosion du chômage dans le bassin minier.
Cette situation fragilise particulièrement les travailleurs immigrés, qui disposent de moins d'opportunités professionnelles en dehors de la mine. Face à ces tensions, l'État met en place des politiques de restriction migratoire et d'incitations au retour, comme la loi Bonnet de 1977, qui vise à limiter l'immigration et à encourager le départ des travailleurs étrangers.

C) Fermeture progressive des mines

Entre les années 1960 et 1980, la fermeture des puits de mine s'accélère avec la montée des énergies alternatives (pétrole, gaz, nucléaire). L'abandon progressif du charbon comme source d'énergie principale scelle le destin du bassin minier.
Les dernières mines ferment définitivement, laissant des milliers de mineurs sans emploi, dont une grande partie issue de l'immigration.
Face à la disparition de leur métier, plusieurs travailleurs immigrés choisissent de repartir dans leur pays d'origine, notamment les Algériens et Marocains, encouragés par les dispositifs de retour mis en place par l'État français.
D'autres restent en France, mais peinent à s'adapter à un nouveau marché du travail en mutation. Certains trouvent des emplois dans l'industrie, le bâtiment ou le commerce, tandis que d'autres

basculent dans la précarité.
Pour les familles installées depuis plusieurs générations, l'éducation devient un levier d'intégration essentiel, permettant aux enfants d'accéder à des carrières diversifiées en dehors du secteur minier.

Conclusion

Pour conclure, l'immigration a joué un rôle essentiel dans l'exploitation minière du Nord-Pas-de-Calais entre 1848 et 1986. D'abord limitée aux Belges et Allemands, elle s'est intensifiée après la Première Guerre mondiale avec l'arrivée de Polonais, Italiens et Tchécoslovaques, puis de Maghrébins après 1945. Ces travailleurs ont permis de relancer et de maintenir la production charbonnière, mais ont aussi rencontré des difficultés d'intégration, notamment en période de crise. Malgré des tensions, la vie dans les mines a favorisé une forte solidarité entre ouvriers, aidée par les syndicats. L'apport culturel des immigrés a marqué la région, que ce soit dans les traditions ou la vie sociale. Malgré la disparition des mines, l'héritage des travailleurs immigrés demeure profondément ancré dans la culture du Nord-Pas-de-Calais. La mémoire ouvrière est entretenue à travers les récits des descendants de mineurs, des musées et des initiatives locales qui rappellent le rôle crucial de cette main-d'œuvre dans l'essor industriel régional.
La reconnaissance officielle du bassin minier comme patrimoine mondial de l'UNESCO en 2012 symbolise cette histoire partagée. Aujourd'hui, l'identité du Nord de la France reste marquée par la diversité culturelle issue des vagues successives d'immigration qui ont contribué à son développement.

Bibliographie :

- BUSSIERE Eric, LEFEBVRE Bernard, VAVASSEURS-DESPERRIERS Jean, *Histoire des provinces françaises du Nord, Le XIXè siècle (1815-1914)*, 2012
- BUSSIERE Eric, Warlouzet L., BÉTHOUART B., BOUTTEMY M-F., JOSPEH-FRANÇOIS D., SCOTTEZ-DE WAMBRECHIES A., VAVASSEURS-DESPERRIERS J., *Histoire des provinces françaises du Nord (1914-2014)*, 2016

- NOIRIEL Gérard, *Une histoire populaire de la France de la guerre de Cent Ans à nos jours,* 2019

- DIAZ Delphine, *En exil. Les réfugiés en Europe, de la fin du XVIIIe siècle à nos jours*, 2021

Sitographie :

- Site de l'UNESCO et du bassin minier du Nord Pas-de-Calais. Rubrique "Trois siècles d'histoire" : https://bassinminier-patrimoinemondial.org/connaitre/trois-siecles-dhistoire/#:~:text=Une%20histoire%20mouvement%C3%A9e&text=Le%20potentiel%20charbonnier%20du%20territoire,les%20plus%20puissantes%20de%20France.
- TURPIN sébastien, "L'immigration et les mines du Nord-Pas-de-Calais depuis 1945" : https://fresques.ina.fr/memoires-de-mines/parcours/1007/l-immigration-et-les-mines-du-nord-pas-de-calais-depuis-1945.html

- GUILLEN Pierre, "L'évolution du statut des migrants en France aux XIXe-XXe siècles", *Persée*, pages 35 à 55 : https://www.persee.fr/doc/efr_0000-0000_1991_act_146_1_4126